



**Contribution de Marc MÉRESSE, Conseiller francophonie au cabinet et
représentant de Madame Éléonore CAROIT, Ministre déléguée à la Francophonie,
aux Partenariats internationaux et aux Français de l'étranger**

**Séance 8 : « Vers le Sommet de Phnom Penh : quelles perspectives pour la
Francophonie ? »**

« Bilan du sommet de Villers-Cotterêts et perspectives du sommet de Phnom Penh »

Vendredi 26 juin 2026

Merci, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Président, Madame la Vice-présidente, Monsieur le Secrétaire perpétuel, Monsieur le Recteur, Madame la Conseillère régionale, Madame la députée de l'assemblée nationale du Gabon qui se trouve avec nous à distance, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités, bonjour à tous.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'excuse la ministre déléguée à la Francophonie, aux Partenariats internationaux, aux Français à l'étranger qui n'a pas pu être présente aujourd'hui, car elle est en déplacement, comme cela arrive très souvent ; elle sera de retour à Paris cet après-midi.

Vous venez de donner le titre de l'intervention, qui n'est pas de moi-même, mais j'endosse pleinement l'exercice : « Le sommet de Villers-Cotterêts et les réalisations acquises sous la présidence française dans la mise en œuvre de la coopération et de l'action politique francophone au service du développement et de la paix ».

Je remarque que l'intervention qui me suit, celle de Monsieur l'Ambassadeur, s'intitule « Vers le sommet de Phnom Penh : préparatifs et attentes ». Autrement dit, on se trouve dans ce cas de figure qui est une sorte de répétition de ce qui se déroulera effectivement en novembre, à savoir un passage de relais entre deux sommets, deux présidences, qui aura lieu effectivement entre nos deux chefs d'État respectifs en novembre.

J'ai voulu refaire un tour d'horizon avec vous, des priorités pour lesquelles le Sommet avait opté à Villers-Cotterêts, et de la façon dont elles ont été suivies. J'espère que cela nourrira les discussions de cette séance.

Cet exercice de passage de relais, il est considéré à l'aune d'un certain nombre de livrables, regroupés en quatre thématiques, qui avaient été choisies comme prioritaires, du point de vue de l'action politique comme du développement et de la paix.

Une partie des livrables était regroupée sous le titre « La francophonie, un espace d'échange » — j'aurai l'occasion d'y revenir, on y tient beaucoup. Ensuite, « Le français comme langue d'affaires et de création » — et je crois que c'est peut-être ce qu'il y a de plus récent dans le renouvellement de la dynamique de cette organisation et de ce qui en est attendu par les membres : ce qu'on appelle généralement la francophonie économique.

Moi-même, comme une grande partie d'entre vous je pense, je ne peux que constater qu'il arrive très souvent désormais que les réunions auxquelles on est amené à se rendre concernent cette dimension de la francophonie économique, et je vais dire un mot du rôle que, à notre avis, cette francophonie économique doit tenir à l'avenir, y compris du point de vue politique pour l'organisation.

Troisième axe, déterminé à Villers-Cotterêts à l'époque : « Le français comme vecteur d'innovation pour la diversité dans l'espace numérique ». C'est un des grands thèmes émergents dont il était temps que la francophonie, comme espace, se saisisse, face à la concurrence — pour le coup on peut le dire, parce que c'est tout à fait clair — de l'anglais dans l'espace numérique.

Vous partagerez avec moi le constat que l'anglais s'est imposé davantage : on a eu, en novembre 2022, le lancement de ChatGPT, et donc beaucoup de choses ont changé, et beaucoup de choses ont tourné à l'avantage de cette langue, qui pourrait creuser l'écart à la faveur de cette nouvelle révolution technologique très liée au numérique.

Puis enfin, « Le français comme force de transformation de la société » : les deux livrables correspondants défendent le rôle des femmes et des filles dans la francophonie. Autrement dit, faire de la francophonie un espace d'opportunité pour les femmes et les filles en particulier. Et là aussi, je pense pouvoir dire que la Francophonie a pu avancer sur ces questions en particulier.

Tout ça pour vous dire l'ampleur des travaux réalisés : cela correspond à 16 livrables très précis, des projets extrêmement concrets qui ont été avancés. Ce mot « concret », je vais peut-être être amené à le réutiliser pendant ma prise de parole, parce qu'on l'utilise beaucoup — cela pourrait avoir l'air galvaudé, mais on y tient, et on considère que cela fait partie des guides que l'on devrait adopter pour le meilleur avenir, politique y compris, de l'organisation. Tout simplement parce qu'il apparaît que les gouvernements qui aujourd'hui s'impliquent dans la francophonie, à des degrés divers, s'ils voulaient s'impliquer davantage à l'avenir, c'est cette dimension concrète et visible au niveau des populations qui pourrait les y décider.

Il y a une demande qui vient de la base et des populations francophones, assez bien relayée par leur gouvernement dans un certain nombre de pays membres. C'est ce qu'on veut dire quand on parle de projets concrets : des projets dont la société civile — représentée aujourd'hui — va être à même de se saisir, des projets grâce auxquels la société civile va pouvoir constater que

l'action francophone dans son pays, conduite à travers la participation de son gouvernement à l'Organisation, est une action pertinente, bénéfique, et qui change la vie.

C'est pour cela que je suis heureux d'avoir une représentante de la coopération décentralisée de l'Île-de-France. Cette dimension de la coopération entre les différents territoires (et je crois que l'on revient d'une réunion de l'AIRF à Abidjan) est quelque chose de plus en plus plébiscité, suivi de près par notre ministère, pour les raisons que j'ai dites, car elle est au plus près du terrain.

C'est une longue introduction, mais je pense que le propos se resserre petit à petit, parce que toutes ces dimensions — les quatre dont j'ai parlé — sont en réalité largement interconnectées. Tout cela ressort d'une vision assez cohérente, en train de se structurer, que j'aime donc résumer sous ce mot de francophonie concrète.

Sur ces livrables, comme je le disais, il y a un rapport, un bilan très formel, qui sera partagé lors du passage de relais de la présidence entre nos deux chefs d'État respectifs. C'est amusant, parce qu'il se trouve qu'on est en train d'élaborer ce rapport à notre niveau, et la date de cette réunion est assez malheureuse, parce que la réunion cruciale, à mon niveau, pour faire remonter toute cette information et avoir le point d'étape le plus définitif, a lieu précisément la semaine prochaine.

On est donc en train de rencontrer — ce sera fini la semaine prochaine — une partie des chefs de file, pour faire état de ce qui a fonctionné, et de ce qui a peut-être demandé plus de temps et qui est en train de mûrir. Tout cela sera justement, en grande partie, l'objet du sommet de Phnom Penh : quelle sera la meilleure conduite pour la suite, pour la continuité — en espérant bien sûr que la continuité soit la volonté des différents membres qui s'exprimeront à ce moment-là.

Alors, à nouveau, sur ces livrables : ils sont répartis chez des chefs de file suivis par les administrations dont une grande partie relève du ministère des Affaires étrangères, mais pas uniquement, et c'est un premier point que je trouve assez intéressant et assez positif. La responsabilité de mettre en œuvre ces différents livrables a incombé, y compris, au ministère de l'Éducation nationale lorsque cela a été le plus pertinent, et au ministère de la Culture lorsque cela a été le plus pertinent — donc pas seulement aux Affaires étrangères.

Il y a le Collège international de Villers-Cotterêts — on aura l'occasion d'en reparler ; je pense que les premiers programmes de formation, donc de cadres francophones notamment, sont en cours de lancement là-bas, et que c'était une initiative très positive, et là évidemment très concrète pour la mise en œuvre de cette francophonie qu'on appelle de nos vœux.

Je pense que Monsieur le Recteur prendra la parole, et on aura l'occasion de parler des projets portés par l'AUF. Il y a eu des difficultés que personne n'ignore en matière de budget, qui ont entravé une partie des ambitions. Mais je pense qu'on peut saluer le travail du Recteur pour avoir réussi à maintenir les programmes de la meilleure des façons possibles, compte tenu des conditions qui lui ont incombé. En tout cas, je réitère — comme on a déjà eu l'occasion de se le dire — notre volonté, au niveau du gouvernement, de continuer à financer, à trouver des solutions, pour les programmes comme le PIMEF, le programme de mobilité — qui, là aussi,

est un programme tourné vers les jeunes. Il fait aussi partie de cette francophonie concrète, et de cette demande qu'on constate vraiment partout de la part des jeunes de faire partie de la francophonie de la façon la plus concrète possible, c'est-à-dire par des mobilités qui se traduisent, grâce aux études effectuées à l'étranger, par des opportunités professionnelles très importantes. C'est une des choses les plus emblématiques de ce que peut la francophonie.

C'est pour cela qu'à titre personnel — et je pense pouvoir parler pour la ministre en l'occurrence — on tient particulièrement à ces programmes de mobilité, à leur donner une continuité à l'avenir. Ce sont des programmes défendus ardemment aussi au niveau du Parlement en France ; je pense qu'il y a beaucoup de volontés politiques qui s'accumulent autour d'eux. Le PIMEF est peut-être devenu le programme le plus emblématique parmi tous les livrables, et on va essayer de continuer à le défendre.

Je voulais dire un mot de TV5 Monde : on est assez fier de la dynamique autour de TV5 Monde, du renouvellement de sa gouvernance. On est assez fier — et là je mets en valeur, pour le coup, la participation bilatérale de la France, qui vient de nouer un partenariat avec TV5 Monde, opérateur multilatéral — j'en parle parce que c'est l'actualité — pour la mise à disposition d'une importante cinémathèque de films patrimoniaux issus du continent africain sur la plateforme TV5 Monde.

C'est un grand programme de restauration de cette collection, confiée depuis longtemps à l'INA, puis à l'Institut français, et qui sort des archives à travers des restaurations que la France finance, et qu'elle permet de diffuser dans toute la francophonie grâce à ce partenariat avec TV5, qui est le bras multilatéral de l'audiovisuel. On était très content de lancer cela dernièrement.

Je pense que c'est important — et que TV5 fonctionne très bien en ce moment — que TV5 vient de mettre en place deux nouvelles langues de sous-titrage pour la plus grande partie de ses programmes ; c'est en cours de déploiement — je crois que ce sont le swahili et le lingala, de mémoire. On est très contents de cela, parce qu'on considère, nous aussi, au ministère, que la francophonie est une entité qui gagne à être connue, et que, pour que les gens s'en saisissent, il faut certes qu'ils voient dans leur vie des projets concrets, mais il faut aussi une dimension — on peut le dire comme cela — de communication ; il n'y a aucun problème à assumer ce terme de communication en français, en faveur du français. Tout cela constitue une politique très cohérente, et c'est largement TV5 qui en est devenu le fer de lance ; on est assez satisfaits.

Sur la francophonie économique, un mot de la pérennisation de Franco Tech : c'est confirmé, Franco tech aura lieu à nouveau, pour sa 2e édition, en marge du sommet de Phnom Penh. Je pense que la première édition a été assez plébiscitée ; à nouveau, nous rencontrons sans arrêt beaucoup de demandes de la part de différentes associations patronales, mais aussi directement de la part de délégués gouvernementaux, pour que la francophonie se traduise par plus d'opportunités économiques. Donc ce salon de l'innovation et des affaires francophones semble effectivement pérennisé, pour sa deuxième édition, pour sa 3^e, pour sa 4^e j'espère — et c'est une très bonne chose ; on espère qu'il va prendre de l'ampleur.

Je conclurai avec cet axe « Le français comme force de transformation de la société », qui, je l'ai dit, recouvrait toutes les actions de diplomatie féministe — c'est le nom de la politique que la France, à titre national, endosse officiellement depuis 2019. Il était donc très important pour nous de pouvoir relayer la diplomatie féministe dans les organisations multilatérales.

Diplomatie féministe, cela veut dire que, dans toutes les politiques étrangères que la France met en œuvre, la dimension de l'intégration des femmes et des jeunes filles, de leur émancipation, doit faire partie des réflexions dans l'ensemble des politiques. Cela recouvre évidemment aussi un certain nombre de politiques spécifiques, et je pense que c'est quelque chose de bien pris en compte, qui a pris beaucoup d'importance depuis le sommet de Villers-Cotterêts, au sein de l'ensemble de la francophonie multilatérale : l'Alliance féministe francophone est lancée, parmi d'autres initiatives ; là aussi, on espère qu'elle va prendre de l'ampleur et de l'importance.

Nous sommes juste avant la conférence ministérielle, que vous avez évoquée tout à l'heure, qui aura lieu mardi prochain, et donc juste avant le grand oral des quatre candidates et candidats au poste de Secrétaire général. C'est un rendez-vous qu'on attend de pied ferme pour ce qui est de la partie française et la campagne, bien que déjà lancée, va réellement nous faire entrer dans cette partie décisive.

Et puis il faudra, lorsque les programmes des candidats seront divulgués publiquement et officiellement, vérifier si certains ont pris l'option de continuer dans cette dynamique, peut-être d'insuffler de nouvelles dynamiques, de changer de thème — mais quoi qu'il en soit, on a bon espoir, comme je le disais, que, quelle que soit l'issue de ce scrutin, cette présidence cambodgienne de la francophonie puisse continuer à voir grandir des projets concrets, qui puissent être pris en main, accaparés par les citoyens de tous les gouvernements membres de la francophonie, qu'ils puissent s'en saisir.

Et à notre avis, c'est par ce biais — ainsi que par les politiques linguistiques — que la francophonie, comprise en tant qu'espace de langue, conservera toute sa pertinence, et pourra demeurer un endroit qui remplit toutes les prérogatives d'une organisation et d'un espace de dialogue multilatéral — vous l'avez très bien rappelé, et cela nous est très cher — et aussi d'un espace qui partage une langue et des cultures au pluriel, et auquel il tient à cœur de pouvoir susciter le plus d'échanges possible entre ces cultures.

C'est mon dernier mot, je vous remercie.